

Le Grand Istanbul

Située à cheval sur deux continents, l'Europe et l'Asie, la métropole occupe une place centrale dans l'organisation du pouvoir turc. Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, ancien maire de la ville, se charge directement de son aménagement. Plusieurs grands chantiers ont été lancés, dont la construction d'un troisième pont sur le Bosphore. L'ambition est de faire émerger, y compris de manière autoritaire, une ville-monde.

« Se promener dans Istanbul était, quel que soit le but de l'expédition, un déchirement de beauté dans la frontière – que l'on voie Constantinople comme la ville la plus à l'est de l'Europe ou la plus à l'ouest de l'Asie, comme une fin ou un commencement, comme une passerelle ou une lisière, cette mixité est fracturée par la nature, et le lieu y pèse sur l'histoire comme l'histoire elle-même sur les hommes. » La Nouvelle Rome, ainsi qu'est surnommée Istanbul, a inspiré de nombreux voyageurs et écrivains, jusqu'au dernier lauréat du prix Goncourt, Mathias Enard, dans Boussole (Actes Sud, 2015). Plus prosaïquement, la cité millénaire, aujourd'hui hérissée de grues, se transforme très rapidement, en proie à une urbanisation galopante qui bouleverse des quartiers entiers, n'épargnant encore que quelques sites. Si elle n'est pas le centre du pouvoir politique (une place occupée par Ankara), la capitale économique et culturelle fait l'objet de toutes les attentions de l'État turc. Avec ses projets titanesques, l'aménagement du Grand Istanbul est une priorité pour les ambitions géopolitiques de la Turquie moderne. Objectif affiché : faire de la métropole située entre la mer Noire et la mer de Marmara une ville-monde.

L'ancienne Byzance, devenue Constantinople, est aujourd'hui composée de 39 districts sous l'autorité de la municipalité métropolitaine d'Istanbul. La ville, qui s'étend sur 1.830 km² et dont la province couvre 6.220 km², représente à elle seule environ 27 % du PIB de la Turquie. *« Istanbul occupe une place cardinale dans les dispositifs du parti au pouvoir depuis plus de dix ans à l'échelle nationale, dont bon nombre de cadres ont auparavant (à partir de 1994) été à la tête des instances municipales stambouliotes »*, écrit l'anthropologue Yoann Morvan, coresponsable de l'Observatoire urbain d'Istanbul et chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes (1).

Président de la République de Turquie depuis 2014, après avoir occupé les fonctions de Premier ministre de 2003 à 2014, Recep Tayyip Erdogan, fut maire de la ville de 1994 à 1998. Depuis son accession à la tête de l'État, c'est son gouvernement qui se charge directement des grands projets d'aménagement, en collaboration avec le conseil municipal placé sous la houlette de Kadir Topbaş, maire depuis 2004.

Retrouvez la suite de l'article dans le dernier numéro du Magazine Grand Paris, disponible en kiosque ou par [abonnement](#)